

## Relance du dialogue inter-burundais sans les deux partis au pouvoir

@rib News, 23/06/2015 – Source Xinhua Les dirigeants des deux principaux partis burundais au pouvoir ont déclaré mardi sur les ondes de la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB) que leurs formations politiques respectives ne vont pas participer à la nouvelle séquence du dialogue inter-burundais aussi longtemps que ces travaux auront lieu en période de campagne électorale. Le CNDD-FDD et l'UPRONA ont justifié l'absence de leurs formations politiques à la première séance de relance du dialogue inter-burundais, mardi matin à Bujumbura sous l'égide du nouveau facilitateur international dans la crise burundaise et représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Afrique centrale, le sénégalais Abdoulaye Bathily.

Pour eux, la préoccupation fondamentale du moment pour leurs formations politiques respectives, est celle de se concentrer sur les campagnes électorales pour les élections des conseillers communaux et des députés du 29 juin prochain. "Nous comprenons la préoccupation de la communauté internationale pour le Burundi; mais notre formation politique ne va pas participer au dialogue pendant la période impartie à la propagande électorale", a insisté M. Pascal Nyabenda président du CNDD-FDD (1er parti au pouvoir). Pour M. François Sindimwo, secrétaire général de l'UPRONA (2<sup>e</sup> parti au pouvoir), il est hors de question de participer à un dialogue incluant un débat sur une remise en cause éventuelle du calendrier électoral. "Cette affaire relève scrupuleusement de la souveraineté nationale, ne doit plus faire objet de négociations aujourd'hui parce qu'elle est déjà close", a-t-il martelé. Agathon Rwasa, l'opposant burundais à la tête de la coalition des indépendants "Abigenga-Mizero y'Abarundi" (Les Indépendants-Espoir des Burundais), a indiqué à sa sortie de cette première séance de reprise du dialogue inter-burundais, qu'il ne peut pas prendre le risque de participer à une compétition électorale au Burundi avant que soit résolu la problématique de désarmement des milices. Le président de l'Alliance des Démocrates pour le Changement (ADC; une coalition d'opposition politique), Léonce Ngendakumana, a indiqué que le CNDD-FDD et l'UPRONA viennent de replonger le Burundi dans une impasse politique pour la troisième fois. "La première fois, ils ont désigné le président Pierre Nkurunziza pour briguer un autre mandat présidentiel en violation de l'accord de paix d'Arusha, la deuxième fois ils ont fermé les yeux sur les méfaits des Imbonerakure (mouvement de jeunesse relevant du CNDD-FDD) et cette fois-ci pour la troisième fois ils viennent de défier la région et la communauté nationale, particulièrement les Nations Unies et l'Union Européenne qui ont joué un rôle-clé pour accoucher le texte de l'accord de paix d'Arusha", a précisé l'opposant burundais. Depuis le 26 avril dernier, les partis politiques d'opposition continuent à plaider pour le retrait de la candidature du président Nkurunziza comme piste de solution. Toutefois, le parti au pouvoir considère toujours que la question du nouveau mandat du président Nkurunziza n'est plus négociable; la Cour constitutionnelle ayant validé sa candidature dans un arrêt rendu le 5 mai dernier. Le 13 juin dernier à Johannesburg, le sommet de l'UA avait recommandé la reprise d'un dialogue entre toutes les parties burundaises, endossant un délai d'une semaine. Ce sommet de l'UA avait recommandé également que sous les dates pour la tenue des diverses élections, devaient être déterminées par consensus entre les partenaires politiques burundais et sur base d'une évaluation technique conduite par les Nations Unies. Signalons qu'en plus du Pr Bathily agissant pour le compte de l'ONU, font également partie de la facilitation internationale sur le Burundi, M. Ibrahim Fall agissant pour le compte de l'UA en qualité de représentant spécial de la présidente de la commission de l'UA et chef du Bureau de l'UA à Bujumbura, M. Richard Sezibera agissant pour le compte de l'EAC en qualité de secrétaire général de l'EAC, ainsi que le Pr Ntumba Luaba agissant pour le compte de la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs (CIRGL) en qualité de secrétaire exécutif de CIRGL. Le dialogue inter-burundais, sous l'égide de cette facilitation internationale, se poursuivra mercredi dans les enceintes de la MENUB.